

Migrations internationales, transferts monétaires et investissements dans les milieux urbains du Centre-Ouest mexicain

Jean Papail *

Les flux migratoires mexicains à destination des États-Unis se sont fortement amplifiés durant les vingt dernières années. Selon les résultats du recensement nord-américain de 2000, le nombre de Mexicains recensés dans ce pays atteint près de 9 millions (soit environ 9 % de la population recensée au Mexique la même année) et, si l'on y rajoute leurs descendants et les naturalisés, la population d'origine mexicaine y est estimée à 20,6 millions. La région nord-occidentale du Mexique (Michoacan, Jalisco, Guanajuato, Zacatecas essentiellement, *figure 1*) reste encore, à l'heure actuelle – malgré un élargissement progressif des aires migratoires vers le centre et le sud-ouest –, le principal fournisseur de main-d'œuvre de l'économie nord-américaine. Ces courants migratoires génèrent en contrepartie d'importants transferts monétaires des États-Unis vers le Mexique (les *remesas* familiales), produits de l'épargne réalisée par les migrants et destinés à leurs familles sur leurs lieux d'origine. Le montant de ces *remesas* était estimé à environ 7 milliards de dollars à la fin des années quatre-vingt-dix, soit l'équivalent de 52 % de l'investissement direct étranger, 43 % des exportations pétrolières, 120 % des recettes touristiques, et près de 1,5 % du PIB mexicain en 2000, selon les comptes nationaux mexicains (Banco de México).

Tous les travaux réalisés durant les quinze dernières années sur ce thème [Canales, 2001; Delgado, 1999; Garcia Zamora, 2000; Lozano, 1997; Pescador, 1998, entre autres] soulignent l'importance des *remesas* dans la reproduction des unités domestiques: environ 8 % des ménages de cette région recevaient en 1996 de l'argent provenant de leurs membres travaillant aux États-Unis (5,3 % au niveau national), qui représentait en moyenne un peu plus de la moitié (54 %) de leurs ressources monétaires et qui est indispensable pour la reproduction d'une grande partie de ces ménages, selon les données de la *Encuesta nacional de la dinámica demográfica* [ENADID, 1997] et de la *Encuesta nacional sobre los ingresos y gastos de los hogares* [ENIGH, 1996]. Cependant, ces transferts monétaires génèrent également des investissements et créent des emplois directs, ce qui suscite l'intérêt des

* Démographe UR TeM, IRD, INESER-CUCEA-universidad de Guadalajara, Zapopan, Jalisco, Mexique.

pouvoirs publics depuis quelques années, dans la perspective de mettre en place des mécanismes permettant d'en accroître l'impact dans les économies locales.

Nous nous proposons ici – en utilisant les résultats d'une enquête réalisée en 2000 sur un échantillon de 5532 ex-migrants internationaux répartis entre 6 villes moyennes de la région centro-occidentale¹ – d'analyser les processus de réinsertion professionnelle des migrants à l'issue de leur cycle migratoire, les transferts monétaires qu'ils ont réalisés durant leur séjour aux États-Unis, les investissements et les emplois qu'ils ont créés dans leurs villes d'origine. Nous ne distinguerons pas, dans cet article, les migrants selon les différents types de mobilités utilisés habituellement (migrations temporaires, migrations permanentes, migrants pendulaires) car, s'agissant d'individus qualifiés d'ex-migrants, qui se sont réinstallés « définitivement² » au Mexique, cette distinction nous apporterait peu ici puisque nous concentrons notre analyse sur les transferts monétaires des migrants et leur utilisation sur les lieux d'origine. Par ailleurs, nous appellerons ici cycle migratoire le processus débutant avec le premier déplacement aux États-Unis et se terminant avec la réinstallation du migrant sur son lieu d'origine au Mexique, quel qu'ait été le nombre d'allées et venues entre les deux pays et les durées de possibles résidences successives aux États-Unis. Nous ne tiendrons compte que de la durée totale de résidence dans ce pays, telle qu'elle fut demandée aux enquêtés. Pour maximiser l'utilité de l'échantillon et limiter les inconvénients liés aux mélanges de populations trop dissemblables, l'échantillon d'ex-migrants internationaux fut constitué par des individus ayant travaillé au moins un an aux États-Unis et réinstallés depuis au moins six mois avant d'être enquêtés. En effet, nombre de premiers déplacements aux États-Unis correspondent à une simple tradition culturelle pour les jeunes adultes, notamment dans la région de Los Altos de Jalisco [Cabrales, 1997], et sont souvent de très courte durée sous couvert de visas touristiques, sans motivation économique bien établie, même s'ils se traduisent par des durées de travail de quelques mois dans ce pays. Un certain nombre de migrants en situation illégale aux États-Unis sont en outre expulsés durant leurs premiers mois de séjour par les services d'immigration nord-américains – le nombre de détentions d'illégaux était en moyenne d'environ 1500 000 par an durant la période 1995-2000 selon les données du Service d'immigration et naturalisation (SIN). En outre, le coût de passage de manière illégale de la frontière constitue souvent une somme importante pour de nombreux migrants (entre 500 et 600 dollars en 1996 selon Durand et Arias [1997], et 1 200 dollars en 1999 selon le SIN), qui nécessitent dès lors de nombreux mois de travail aux États-Unis pour rembourser ce coût de déplacement.

1 Enquête sur la réinsertion des migrants (EREM) réalisée par l'IRD et l'INESER-CUCEA-université de Guadalajara dans les villes d'Ameca (34 700 hab.) et Tepatitlán (74 300 hab.) dans le Jalisco, Acambaro (55 500 hab.) et Silao (61 700 hab.) dans le Guanajuato, Tlaltenango (14 100 hab.) et Jerez (37 600 hab.) dans le Zacatecas. Près de 73 % de l'ensemble des ménages particuliers de ces villes ont été sondés par les enquêteurs (43 374 ménages visités), et 4 771 ménages réellement enquêtés compte tenu des filtres imposés. La fraction de sondage estimée *a posteriori* avoisine les 50 %.

2 En réalité, une réinstallation sur le lieu d'origine ne peut jamais être considérée comme définitive, une nouvelle migration pouvant toujours survenir ultérieurement, en fonction de circonstances locales ou internationales imprévisibles.

Par ailleurs, la durée de résidence d'au moins six mois au Mexique avant l'enquête permet de limiter les risques d'incorporer des migrants actifs (résidant habituellement aux États-Unis ou migrants saisonniers, mais provisoirement de passage au Mexique) à l'échantillon d'ex-migrants et de permettre aux projets professionnels (en particulier ceux qui concernent la création de microentreprises ou l'autoemploi) envisagés par les migrants à leur retour sur leur lieu d'origine de se réaliser. Compte tenu de ces filtres, ce sont 70,3 % de l'ensemble des ménages visités comprenant au moins un membre ayant travaillé aux États-Unis (sans les critères limitatifs utilisés ici) qui ont été enquêtés. En d'autres termes, les filtres choisis ont rejeté hors de l'échantillon environ 30 % de ces ménages dont un membre au moins avait travaillé aux États-Unis, mais qui ne répondaient pas aux critères établis pour constituer l'échantillon. Compte tenu des limites de cet article, nous utiliserons peu les variables concernant les périodes d'émigration aux États-Unis ou de retour au Mexique dans les tableaux de données. En règle générale, nous traiterons donc ces données pour l'ensemble des périodes considérées, en mentionnant toutefois, quand cela s'avère utile, des inflexions importantes dans l'évolution temporelle des principales variables et caractéristiques utilisées.

Les flux migratoires internationaux des Mexicains

Essentiellement dirigée vers les États-Unis, la migration internationale mexicaine prend ses racines au XIX^e siècle, avec la perte des territoires du nord (Californie, Arizona, Nevada, Nouveau-Mexique et Texas) au profit des États-Unis, et la construction des lignes de chemin de fer qui développèrent cette région. Elle prend de l'ampleur à partir de la seconde guerre mondiale et du programme *bracero* signé entre les deux gouvernements en 1942, qui permet aux États-Unis – engagés dans les différents conflits du milieu du siècle dernier – de bénéficier de la main-d'œuvre mexicaine temporaire pour se substituer aux contingents qui y participaient. Ce programme se termina en 1964, mais les flux d'émigration clandestine se développèrent dès lors rapidement, accentués, à partir du début des années quatre-vingt, par les difficultés économiques qui marquèrent l'histoire mexicaine des vingt dernières années. Le nombre de Mexicains recensés aux États-Unis passe successivement de 800 000 en 1970 à 2,2 millions en 1980, 4,3 millions en 1990 et 8,7 millions en 2000. Au milieu des années quatre-vingt-dix, on estimait généralement que le solde migratoire mexicain s'établissait à environ -300 000 personnes par an. Traditionnellement, ce sont les États du Centre-Ouest qui fournissent les plus importants contingents de main-d'œuvre (autour de 40 % des flux durant le dernier quart de siècle) malgré leur poids démographique modeste (17 %) dans le pays. Leur part relative reste importante actuellement, malgré le développement récent de courants en provenance du centre et du sud mexicain (États de México, Puebla, Guerrero, Oaxaca et Veracruz). La majeure partie de l'émigration mexicaine est qualifiée d'illégal : les migrants disposant de documents migratoires en règle représentaient 26 % des flux masculins de première migration avant 1975 (21 % dans la population féminine), mais de 4 à 6 % durant les vingt dernières années (de 8 à 11 % dans la population féminine).

Selon les résultats de l'Enquête nationale de la dynamique démographique (ENADID) de 1997, 4,8 % de la population mexicaine de plus de 14 ans (hors États frontaliers) avait travaillé ou cherché un emploi aux États-Unis (8,7 % des hommes et 1,2 % des femmes). Dans l'ensemble formé par les États de Guanajuato, Jalisco et Zacatecas, ces proportions s'élèvent respectivement à 18 % et 2,1 % des populations masculine et féminine. Jusqu'à la fin des années soixante-dix, les flux migratoires provenaient en majeure partie des zones rurales et mobilisaient essentiellement des salariés et des petits exploitants agricoles qui s'inséraient généralement dans la même branche d'activité aux États-Unis, surtout dans l'État de Californie. Depuis une vingtaine d'années, accompagnant l'urbanisation progressive de la population mexicaine et le rééquilibrage de la structure des activités au détriment de l'emploi agricole, la composante d'origine urbaine est peu à peu devenue prépondérante dans l'ensemble des courants migratoires. Cette diversification des milieux géographiques d'origine se traduit également par une diversification des branches d'activité des migrants, tant avant le déplacement aux États-Unis que lors de l'insertion dans l'économie du pays frontalier. Le développement de la participation féminine aux flux d'émigration s'est réalisé relativement lentement. Cette participation est évaluée actuellement autour de 20 %, mais les femmes sont sous-représentées dans la population des ex-migrants, car elles vivent plus fréquemment en couple aux États-Unis, y ont des enfants, apprécient les facilités que leur offre le mode de vie nord-américain, ensemble de facteurs qui réduisent leurs probabilités de retour.

La majeure partie des migrants se dirige traditionnellement vers la Californie (dont le PIB par habitant est environ dix fois supérieur à celui du Mexique), qui absorbe environ 50 % des flux, le Texas (15 %) et l'Illinois (10 %). Selon le recensement nord-américain de 2000, 20,8 %, 24,3 % et 25,0 % respectivement des populations de l'Arizona, du Texas et de la Californie sont d'origine mexicaine. Cette répartition est en train de se modifier actuellement, sous l'effet du renforcement de la surveillance frontalière au milieu des années quatre-vingt-dix (opérations *Guardian y Bloqueo* notamment à la frontière californienne, puis *Salvaguarda* et *Rio Grande*, aux frontières du Texas et de l'Arizona), et des dispositions législatives locales répressives qui incitent les migrants à délaisser la Californie au profit d'autres États de l'Union américaine. Selon les résultats de l'enquête EREM de 2000, 70 % des individus qui ont migré avant 1975 se sont établis en Californie. Ils ne sont plus que 55,7 % à se diriger vers cet État dans les flux les plus récents (1995-1999). En contrepartie, les destinations non traditionnelles (ensemble des États-Unis hors Californie, Texas et Illinois), qui représentaient 11,9 % des destinations avant 1975, absorbent actuellement près du quart (23,6 %) des flux migratoires.

Un certain nombre de caractéristiques des migrants se sont sensiblement transformées au cours des trente dernières années. On passe d'une émigration plutôt rurale et composée majoritairement de chefs de famille (le mariage précède généralement le premier déplacement), avant le milieu des années quatre-vingt, à des flux composés surtout d'individus célibataires provenant du milieu urbain à partir de cette époque. En 1975-1979, plus de la moitié des hommes (56,6 %) et des femmes (61,0 %) migraient durant les années postérieures à leur mariage. Parmi les individus qui ont effectué leur premier déplacement aux États-Unis en 1995-1999,

Figure 1 – Carte politique du Mexique



ils ne sont plus que 15,1 % et 14,3 % respectivement à présenter cette caractéristique. Cette modification de calendrier ne semble pas perturber la constitution des familles car si l'on compare la taille moyenne des ménages des chefs de famille masculins non migrants et ex-migrants selon leurs âges, les différences apparaissent négligeables. Ces changements, qui s'opèrent, rappelons-le, dans un contexte de forte baisse de la fécondité depuis le début des années soixante-dix, n'en constituent pas moins l'un des facteurs explicatifs des modifications qui se sont opérées dans la distribution des affectations des *remesas* dans les lieux d'origine, comme nous le verrons plus loin.

Le renforcement progressif des réseaux migratoires, qui contribue à alimenter les flux migratoires, peut s'apprécier par la proportion de migrants qui ont vécu avec un ou plusieurs membres de leur famille³ durant leur séjour aux États-Unis : 39,2 % des ex-migrants et 71,5 % des ex-migrantes ont bénéficié de ce contexte familial, surtout dans l'État de l'Illinois (43 % et 78,3 % respectivement). Ces groupes familiaux sont surtout composés de fratries dans la population d'ex-migrants masculins : les frères et sœurs constituent 48,7 % de la parentèle dans ces ménages (28,3 % dans la population féminine). Dans la population d'ex-migrantes par contre, ce sont les époux qui constituent l'élément principal de ces ménages (38,5 % de la parentèle). Les ex-migrants qui ont vécu à un moment ou à un autre

3 Il s'agit ici de la famille au sens large, qui s'étend au-delà des membres de la famille nucléaire, aux oncles, tantes, cousins, beaux-frères, etc.

avec leurs épouses dans le pays frontalier ne représentent qu'environ 6 % des flux masculins. Dans les flux féminins, cette proportion s'élève à près d'un tiers. Cette présence de femmes mariées dans les flux explique la proportion non négligeable (5,5 %) d'individus nés aux États-Unis parmi la population des moins de 10 ans dans les ménages de l'échantillon.

On a longtemps considéré que le niveau de scolarité des migrants était sensiblement inférieur à celui des non-migrants. Cette différence, avec la croissance des flux d'origine urbaine et le développement de la scolarisation féminine, tend à s'estomper. Dans les générations masculines les plus récentes (20 à 35 ans au moment de l'enquête), les ex-migrants ont en moyenne une scolarité inférieure de 0,7 année à celle des non-migrants (8,2 et 8,9 années respectivement). Par contre, et cela fut déjà souligné dans des enquêtes antérieures, les ex-migrantes sont un peu plus scolarisées que les ex-migrants (la différence est de l'ordre de 0,7 année), mais également que les non-migrantes à partir de 25 ans (8,8 et 8,0 années respectivement).

Les trajectoires professionnelles des migrants

L'âge moyen d'entrée dans la vie active a reculé progressivement, parallèlement au développement de la scolarité. De 14,6 ans et 16,8 ans respectivement dans les populations masculine et féminine en 1975-1979, il est passé à 17,1 ans et 19,8 ans durant la période 1990-1999. L'âge moyen à la première migration est resté relativement stable au cours du temps, autour de 22 ans, mais semble devoir rajeunir du fait de l'accroissement sensible de la proportion d'individus qui débutent leur vie active aux États-Unis au lieu de le faire au Mexique. Durant la période 1975-1984, seulement 7 % des migrants masculins n'avaient aucune expérience professionnelle préalable au moment de migrer, ils étaient 22,5 % à débiter leur vie active dans le pays frontalier durant les années 1990-1999. Dans la population féminine, la tendance est identique, mais plus accentuée (35 % et 63,5 % respectivement). Globalement, sur l'ensemble des périodes, 43,2 % des femmes migrantes ont connu leur première expérience professionnelle aux États-Unis, à un âge moyen de 20 ans (18,3 ans dans le cas des migrants).

La transformation de la structure des activités qui accompagne le processus de modernisation de l'économie mexicaine que l'on observe tant dans les trajectoires professionnelles des générations successives que dans la répartition des branches d'activité des nouveaux actifs au fil du temps est tout à fait classique et traduit la réduction du poids relatif de la branche agricole au profit des branches d'activité du tertiaire (commerce, services et transports, *tableau 1*). Ce glissement progressif entre branches d'activités débute avant la migration internationale et accompagne généralement une migration interne de type rural-urbain, mais s'intensifie à travers le cycle migratoire international qui redistribue la répartition des activités aux États-Unis, et se poursuit plus lentement après la réinstallation des migrants sur leurs lieux d'origine. Avant 1975, plus de la moitié des migrants masculins (53,6 %) avaient débuté leur vie active dans l'agriculture. Depuis une quinzaine d'années, cette branche ne regroupe plus qu'environ 20 % des premières activités, et ce sont surtout les services (23 % des premiers emplois en 1990-1999, contre moins de 10 % avant 1975) qui absorbent les nouveaux actifs. Dans la

Tableau 1 – Branches d'activité successives des migrants depuis leur entrée en activité sur leurs lieux d'origine, par sexe (ensemble des périodes de migration)

	Première activité au Mexique	Avant de migrer aux États-Unis	Premier emploi aux États-Unis	Au retour au Mexique	Au moment de l'enquête
<i>Hommes</i>					
agriculture	36,4	28,5	35,4	20,1	16,8
industrie	14,5	18,1	14,5	18,2	17,0
construction	18,4	20,3	12,2	21,6	21,0
restaurants-hôtels	1,6	1,7	19,6	2,0	2,0
commerce	10,5	10,4	1,9	14,3	16,5
transports	2,8	4,6	0,6	6,0	6,6
services	14,8	15,6	15,2	17,1	18,8
autres	0,9	0,7	0,5	0,7	1,3
	100	100	100	100	100
(n)	(3 753)	(3 753)	(3 753)	(3 753)	(3 753)
<i>Femmes</i>					
industrie	11,5	13,9	24,2	13,3	12,1
commerce	27,3	26,7	7,3	37,0	34,5
services	46,7	46,7	40,0	38,8	43,0
autres	14,5	12,7	28,5	10,9	10,4
	100	100	100	100	100
(n)	(165)	(165)	(165)	(165)	(165)

(n) Nombre d'observations. On ne prend en compte ici que les individus pour lesquels l'information est complète tout au long de leur vie active.

Source: enquête EREM, IRD/INESER-CUCEA-universidad de Guadalajara, 1999-2000.

population féminine, dont l'emploi est plus concentré traditionnellement dans quelques branches (surtout le commerce et les services), ce processus est moins visible, mais semble bénéficier également à la branche de l'hôtellerie-restauration, qui absorbe autour de 15 % des nouvelles actives en 1990-1999 contre moins de 5 % avant 1975. Durant la période séparant l'entrée en activité et la migration aux États-Unis, 29 % des hommes et 21,4 % des femmes ont déjà changé de branche d'activité.

C'est à travers le déplacement aux États-Unis que s'opère une profonde transformation de la structure des activités. Près des deux tiers des migrants (67,4 %) changent alors de branche d'activité. Ces transferts se sont intensifiés au cours du temps car, à la fin des années quatre-vingt-dix, ils concernent plus des trois quarts (76,1 %) des migrants de cette période (contre 71,3 % en 1975-1979).

L'insertion des migrants dans l'économie nord-américaine, qui se faisait principalement dans l'agriculture (63,1 % des premiers emplois masculins avant 1975), s'est progressivement diversifiée. L'agriculture de ce pays n'absorbe plus, à la fin des années quatre-vingt-dix, que 23,7 % des flux de migrants masculins. Ce sont la construction, les services et surtout l'hôtellerie-restauration (respectivement 15,6 %, 18,7 % et 23,5 % des emplois des nouveaux arrivants mexicains

aux États-Unis en 1995-1999) qui se sont progressivement substitués à cette branche traditionnelle dans l'absorption des flux de main-d'œuvre.

La population migrante féminine, quant à elle, reste concentrée traditionnellement dans l'industrie, les services et l'hôtellerie-restauration lorsqu'elle s'insère dans l'économie nord-américaine. Le cycle migratoire international de la population masculine peut se résumer par un transfert de main-d'œuvre de l'agriculture (avant la première migration aux États-Unis) vers le commerce, les services et le transport (au retour des États-Unis). La population migrante féminine est atypique en termes d'activités économiques, car elle rompt avec le schéma chronologique classique mexicain (activité/mariage/non-activité). Les femmes qui migrent aux États-Unis, même si elles sont mariées, ont des taux d'activité très élevés dans ce pays: 79,1 % des épouses de migrants qui y résident sont économiquement actives; et ces taux d'activité restent nettement supérieurs à ceux des non-migrantes à leur retour sur leurs lieux d'origine (29 % des ex-migrantes mariées du groupe d'âges 25-49 ans sont actives, contre 11,8 % parmi les non-migrantes de mêmes caractéristiques).

Le cycle migratoire international intensifie et accélère les transferts de main-d'œuvre entre branches d'activités, mais il est surtout un moyen extrêmement rapide, pour un grand nombre de migrants, d'abandonner la condition salariale et de devenir travailleur indépendant ou chef de microentreprise, grâce aux différentiels salariaux entre les deux pays et à l'épargne que cela engendre. Au moment de se déplacer aux États-Unis, un minimum de 8 % des hommes et 4 % des femmes ont pour objectif bien défini de devenir non salariés à leur retour sur leurs lieux d'origine. Ces proportions augmentent naturellement durant le séjour dans le pays frontalier. Les distributions successives des statuts (salariés/non-salariés) des migrants depuis leur entrée en activité révèlent la profonde transformation qui s'opère grâce à la migration internationale de travail (*tableau 2*). Les flux migratoires mobilisent principalement des salariés, car la majeure partie des individus ayant débuté leur vie active comme travailleurs familiaux sans rémunération (TFSR) ont déjà changé de statut avant de migrer, en devenant travailleurs indépendants ou surtout salariés. Les salariés ne représentaient qu'environ 70 % (68,6 % chez les hommes et 71,9 % chez les femmes) des flux les plus anciens (avant 1975), qui provenaient surtout des zones rurales. Dans les flux les plus récents (1995-1999), reflet des modifications progressives de la structure de l'emploi qui a réduit le poids relatif de la population active agricole, ils représentent autour de 80 % (81,7 % chez les hommes et 80,1 % chez les femmes) des statuts des migrants. Les travailleurs indépendants, et surtout les TFSR migrants qui provenaient essentiellement de l'agriculture avant 1975, sont maintenant issus surtout du commerce et des services pour les premiers, et du commerce et de l'agriculture pour les seconds.

Près d'un quart (23,2 % des hommes et 24 % des femmes) a changé de statut entre le moment de la première émigration et le retour sur les lieux d'origine. La majeure partie des reconversions masculines concerne des salariés avant de migrer qui deviennent non salariés à leur retour (64,3 % des reconversions) et des TFSR qui opèrent les mêmes transformations (11,9 %). Le reste des reconversions (23,8 %) représente des mouvements en sens inverse: des chefs de microentreprise

qui deviennent travailleurs indépendants ou salariés, et des travailleurs indépendants qui retournent au salariat. En résumé, ce qu'il convient de retenir, c'est que 20,2 % du groupe des salariés et des TFSR ont changé de statut à travers la migration pour se transformer en non-salariés (chefs de microentreprise ou travailleurs indépendants) en un laps de temps d'environ six ans (durée moyenne du séjour aux États-Unis, pratiquement constante durant toutes les périodes depuis les années soixante-dix).

Ce processus se poursuit après le retour, mais d'une manière nettement plus lente, reproduisant le système général de glissement de l'emploi salarié vers le non-salariat qui s'opère dans le déroulement de la vie active des différentes générations. Au moment de l'enquête, ce sont en effet près d'un quart (24,6 %) des hommes qui étaient salariés et TFSR avant la migration qui sont devenus non salariés. Dans la population féminine, la tendance est identique, bien que freinée par les activités qu'elles réalisent en tant que TFSR dans les entreprises créées par leurs époux. On ajoute à ce groupe les microentreprises ou entreprises unipersonnelles créées par les ex-migrants qui, pour une raison quelconque (maladie, divorce, faillite. etc.), ont disparu avant le moment de l'enquête (9 % des salariés et TFSR avant la migration) et se sont soldées par un retour au salariat, ainsi que les microentreprises familiales créées par des migrants, mais administrées par leurs conjointes (nombre que l'on ne peut estimer que grossièrement entre 2 et 5 %). On

Tableau 2 – Statuts successifs des migrants depuis leur entrée en activité sur leurs lieux d'origine, selon le sexe (ensemble des périodes)

	Première activité	Avant de migrer aux États-Unis	Au retour des États-Unis	Au moment de l'enquête
<i>Hommes</i>				
Chefs d'entreprise	0,5	1,0	3,9	6,9
Travailleurs indépendants	5,7	11,5	23,9	24,5
Salariés	72,8	82,3	70,9	67,0
Autres (TFSR*)	21,0	5,1	0,2	1,6
(n)	100 (3 733)	100 (3 733)	100 (3 733)	100 (3 733)
<i>Femmes</i>				
Chefs d'entreprise	0,6	1,2	4,3	4,3
Travailleurs indépendants	11,6	15,2	28,0	28,0
Salariés	72,0	77,4	63,4	62,2
Autres (TFSR*)	15,9	6,1	4,3	5,5
(n)	100 (164)	100 (164)	100 (164)	100 (164)

* Travailleurs familiaux sans rémunération essentiellement.

(n) Nombre d'observations. On ne prend en compte ici que les individus dont l'information est complète tout au long de leur vie active.

Source: encuesta EREM, IRD/INESER-CUCEA-universidad de Guadalajara, 1999-2000.

obtient ainsi entre 35 et 40 % de la main-d'œuvre masculine salariée ou TFSR avant de migrer qui s'est reconvertie ou a tenté de le faire dans le non-salariat. Dans l'Enquête nationale sur la dynamique démographique (ENADID) de 1997, le poids relatif du non-salariat est nettement plus important dans la population des ex-migrants internationaux (33 % parmi les hommes et 37 % parmi les femmes) que dans la population de non-migrants (respectivement 25,7 % et 26,9 %) dans les villes de 15 000 à 100 000 habitants, résultats relativement proches de ceux de l'enquête EREM que nous utilisons ici.

La mobilité professionnelle – en termes de branches d'activité et de statuts d'occupation – s'accroît quand les migrants ont reçu une formation dans le cadre de leurs occupations aux États-Unis. La proportion de salariés et de TFSR avant de migrer qui se transforment en travailleurs indépendants ou en chefs de microentreprises à leur retour au Mexique passe ainsi de 19,3 % parmi ceux n'ayant pas bénéficié d'une formation professionnelle à 30 % parmi ceux qui en ont bénéficié dans la population masculine, et respectivement de 15,0 % à 32,1 % dans la population féminine. Cependant, ce facteur reste encore marginal globalement, car seulement 5,7 % des ex-migrants et 7,2 % des ex-migrantes déclaraient avoir reçu ce type de formation, qui bénéficiait surtout aux individus les plus scolarisés (plus de dix années d'études).

Les revenus et les transferts monétaires (*remesas*) des migrants mexicains aux États-Unis

La quasi-totalité (autour de 96 %) des migrants mexicains s'emploient comme salariés lors de leur séjour aux États-Unis. L'évolution de leurs salaires dans ce pays, d'après les résultats de l'enquête EREM, comparée à quelques indicateurs généraux nord-américains, apparaît dans le tableau 3. S'ils restent sensiblement supérieurs aux minimums fédéraux, ils n'en ont pas moins subi une érosion continue durant les 25 dernières années, par rapport au minimum fédéral et au salaire moyen masculin de l'industrie.

Le salaire moyen mensuel de la population migrante mexicaine s'établit, à la fin des années quatre-vingt-dix, autour de 1 450 dollars parmi les hommes, et 1 050 dollars parmi les femmes. Le revenu féminin, nettement plus faible, s'explique en grande partie par leur forte concentration dans la branche des services où l'emploi à temps partiel est plus fréquent.

Ces niveaux de revenus moyens aux États-Unis représentent, pour l'ensemble des deux sexes à la fin des années quatre-vingt-dix, environ cinq fois les revenus moyens que perçoivent les populations occupées dans leurs villes d'origine au Mexique. Si l'on corrige ces données par les structures par âge (qui interfèrent sur les revenus) des différentes populations, le rapport des revenus entre les deux ensembles avoisine 6, tandis que le rapport des salaires minimums se situe autour de 12. À titre de comparaison, il est utile de rappeler que le rapport des salaires minimums ne s'élevait qu'à 3,6 au début des années quatre-vingt, et 8,4 au début des années quatre-vingt-dix. Le salaire minimum mexicain (qui ne sert plus en réalité que de référence) a perdu près de 80 % de son pouvoir d'achat durant les vingt dernières années, tandis que l'indice de la rémunération réelle de l'industrie manu-

facturière mexicaine (base 100 en 1995) est passé de 113,1 en 1980 à 92,4 en 1999. Selon les données de l'enquête EREM, les salariés masculins percevaient en 1999-2000, dans les villes d'origine au Mexique, 92,7 pesos par jour (77 pesos dans la population féminine) ou, quand les déclarations étaient mensualisées, 2 561 pesos mensuels (2 283 pour les femmes), soit respectivement 270 et 240 dollars mensuels dans les populations masculine et féminine.

Les revenus des travailleurs indépendants dans l'enquête apparaissent nettement supérieurs (3 551 pesos ou 374 dollars mensuels chez les hommes, et 2 507 pesos ou 264 dollars chez les femmes). Ces différences de revenus entre salariés et travailleurs indépendants apparaissent également, mais plus atténuées, dans les résultats de l'Enquête nationale de la dynamique démographique (ENADID) de 1997. Ces écarts semblent constituer l'un des facteurs explicatifs de l'attrait exercé par l'autoemploi parmi les populations de salariés et de travailleurs familiaux sans rémunération, d'autant plus qu'une bonne partie du travail salarié se réalise sans aucune protection sociale (45,7 % des hommes et 39,2 % des femmes ne bénéficient d'aucune prestation sociale).

Tableau 3 – Évolution des salaires moyens des migrants mexicains aux États-Unis, du salaire moyen masculin dans l'industrie nord-américaine et des minimaux fédéraux (en dollars)

Salaires horaires		1975	1980	1985	1990	1995	1999
Population masculine mexicaine de l'enquête EREM		3,68	4,92	4,71	5,53	6,26	6,98
Salaire moyen masculin dans l'industrie des États-Unis		4,51	6,63	8,57	10,01	11,41	13,23
Salaire minimum fédéral (dollars courants)		2,10	3,10	3,35	3,80	4,25	5,15
Salaire minimum fédéral (en dollars 2000)		6,72	6,48	5,36	5,01	4,80	5,32
Salaires moyens par périodes et sexe des migrants dans l'enquête EREM							
		1975-1979	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1999	
Salaires horaires	hommes	4,00	4,99	5,19	5,74	6,69	
	(n)	(651)	(767)	(1 216)	(1 465)	(2 107)	
	femmes	3,68	3,95	4,79	5,05	5,67	
	(n)	(75)	(119)	(143)	(229)	(309)	
Salaires hebdomadaires	hommes	230	266	271	312	342	
	(n)	(206)	(386)	(561)	(875)	(892)	
	femmes	194	232	236	257	257	
	(n)*	(49)	(49)	(62)	(141)	(196)	

(n) Nombre d'observations. Le total est supérieur au nombre de migrants enquêtés du fait qu'une partie d'entre eux a changé de travail et de revenus durant leur séjour aux États-Unis. Par ailleurs, les déclarations de salaires horaires et hebdomadaires sont indépendantes entre elles.

Source : enquête EREM, IRD/INESER-CUCEA-universidad de Guadalajara, 1999-2000.

Les transferts monétaires par période et par sexe des migrants, qui se sont réalisés entre les États-Unis et les lieux d'origine au Mexique, apparaissent dans le tableau 4. Durant la période la plus récente (1995-1999), le montant moyen des *remesas* familiales s'élevait à 328 dollars par mois (340 et 256 dollars respectivement parmi les expéditeurs masculins et féminins). Il représente environ 25 % des revenus des migrants aux États-Unis, ou l'équivalent d'une semaine de travail dans ce pays. Ce montant est sensiblement plus élevé que le salaire moyen perçu dans les villes mexicaines d'origine, tout au moins dans la population masculine (270 et 240 dollars mensuels respectivement dans les populations masculine et féminine). On peut légitimement penser que la fiabilité de ces données décroît sensiblement avec leur ancienneté. Cependant, les informations concernant les revenus sont généralement considérées comme plus fiables (la relation salaire horaire/salaire hebdomadaire ne fluctue pas trop au cours du temps, pour des données indépendantes entre elles), et le rapport des montants des *remesas* aux rémunérations hebdomadaires semble également relativement constant, ce qui donne une certaine cohérence à l'ensemble. Quoi qu'il en soit, nous nous référerons surtout à la période 1995-2000, notamment en ce qui concerne les investissements des migrants, période pour laquelle ne devraient pas se poser de problèmes de fiabilité des données.

Les montants moyens de ces transferts, qui dépendent de la composition des populations qui en sont à l'origine (chefs de ménage/célibataires, épouse présente aux États-Unis/famille résidente au Mexique, migrants en situation régulière/illégaux...) ne semblent pas très éloignés des résultats d'autres enquêtes: 320 dollars dans l'enquête migration à la frontière (EMIF, Colegio de la Frontera Norte, 1993), 212 dollars dans l'Enquête nationale des ressources/dépenses des ménages [ENIGH, 1996], 220 dollars dans l'enquête Orstom/INESER sur les migrations internationales mexicaines (1990-1993).

La proportion de migrants qui réalisèrent régulièrement des transferts monétaires vers leurs lieux d'origine au Mexique est pratiquement constante dans la population masculine durant les vingt-cinq dernières années (entre 82 et 84 %). Elle est en augmentation dans la population féminine (de 42 % en 1975-1979 à 53 % en 1995-1999), expression des modifications des caractéristiques de cette population au cours du temps (accroissement de la migration de célibataires).

Tableau 4 – Montants moyens mensuels des transferts monétaires des migrants mexicains aux États-Unis par période et par sexe (en dollars)

	1975-1979	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1999
Hommes (n)	241 (303)	263 (382)	308 (610)	306 (848)	340 (810)
Femmes (n)	156 (34)	200 (44)	226 (57)	206 (105)	256 (131)
Ensemble (n)	232 (337)	256 (426)	301 (667)	295 (953)	328 (941)

(n) Nombre d'observations.

Source : enquête EREM, IRD/INESER-CUCEA-universidad de Guadalajara, 1999-2000.

En 1996, 5,3 % des ménages mexicains (mais 9,1 % des ménages dans le Guanajuato, 12,2 % dans le Zacatecas et 5,4 % dans le Jalisco) bénéficiaient de transferts monétaires provenant du travail de leurs membres aux États-Unis, selon l'Enquête nationale sur les ressources/dépenses des ménages (ENIGH, INEGI). Ces *remesas* représentaient plus de la moitié (54 %) des ressources monétaires des ménages qui les percevaient, et près de 5 % du PIB de l'ensemble des trois États de la région du Centre-Ouest.

La distribution de l'emploi de ces ressources reste marquée par le poids toujours prépondérant des dépenses courantes de reproduction des ménages (alimentation, santé, habillement, transport, éducation, logement...) qui les perçoivent (*tableau 5*), malgré les modifications significatives intervenues durant les années quatre-vingt-dix dans cette distribution. Ce poste principal d'affectation des *remesas*, qui représentait entre 70 et 75 % des ressources durant toutes les périodes antérieures, aussi bien quand elles provenaient de migrants que de migrantes, s'est fortement réduit et ne représente plus, ces dernières années, que 64 % des transferts réalisés par les hommes, et 60,8 % de ceux des femmes. Cette restructuration s'est faite au profit de la rubrique « épargne d'attente et financement de microentreprises » dont le poids relatif double pratiquement entre les années quatre-

Tableau 5 – Distributions (pondérées par les montants) de l'emploi des remesas par période et par sexe des migrants

Hommes	1975-1979	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1999
Dépenses courantes des ménages	72,4	70,4	73,0	67,9	64,0
Épargne d'attente et financement de microentreprises	9,7	12,7	11,8	15,7	21,3
Achats de logement ou terrains à bâtir	10,8	12,3	11,8	11,1	9,3
Autres postes de dépenses	7,1	4,6	3,4	5,3	5,4
Total	100	100	100	100	100
(n)	(292)	(373)	(591)	(820)	(772)
Femmes		1975-1989		1990-1999	
Dépenses courantes des ménages		71,5		60,8	
Épargne d'attente et financement de microentreprises		12,2		22,7	
Achats de logements ou terrains à bâtir		9,2		8,8	
Autres postes de dépenses		7,1		7,7	
Total		100		100	
(n)		(135)		(223)	

(n) Nombre d'observations.

Source: enquête EREM, IRD/INESER-CUCEA-universidad de Guadalajara, 1999-2000.

vingt et la fin des années quatre-vingt-dix (de 11-12 % à 21,3 %). La proportion des ressources affectées aux autres rubriques, et notamment celle qui concerne l'achat de logement ou de terrains à bâtir, reste relativement stable (autour de 10 %) au cours du temps. Il est probable que la transformation de cette structure soit due en partie aux modifications progressives des caractéristiques des migrants au cours du temps, et en particulier au poids croissant des célibataires dans les flux migratoires.

Les investissements productifs des migrants à leur retour au Mexique

L'enquête EREM a collecté des informations sur 913 microentreprises ou entreprises unipersonnelles qui furent créées depuis 1975 par les ex-migrants après leur retour dans leurs villes d'origine, et qui fonctionnaient au moment de l'enquête. Parmi ces microentreprises, 44,2 % furent créées durant la période 1995-2000, 91,1 % appartiennent à des hommes, et 24,1 % emploient des salariés. Dans 86,2 % des cas, ces entreprises furent financées uniquement par l'épargne des migrants. Si l'on examine uniquement celles qui furent créées durant les cinq dernières années, on constate que les investissements correspondants sont relativement faibles : dans seulement 18,5 % des cas, ils dépassent les 5 000 dollars et dans 7,9 % des cas, les 10 000 dollars. Le montant moyen des investissements s'élève à 3 413 dollars et s'échelonne de 1 946 dollars dans l'industrie jusqu'à 10 533 dollars dans les transports. Les migrants de l'ensemble des deux sexes qui purent combiner épargne personnelle et emprunts investirent en moyenne des sommes nettement plus importantes (6 442 dollars). Les entreprises qui emploient de la main-d'œuvre furent créées avec un capital moyen de 5 581 dollars, tandis que les travailleurs indépendants ont investi en moyenne 2 709 dollars dans leur activité.

Ces salariés qui créèrent leurs microentreprises dans les années 1995-2000 ne transféraient pas des sommes plus importantes que les autres quand ils travaillaient aux États-Unis (337 dollars mensuellement contre 340 dans l'ensemble de la population masculine, et 277 dollars contre 256 dans la population féminine), mais la durée de leur cycle migratoire est sensiblement plus longue que la moyenne. La durée moyenne réelle du séjour aux États-Unis varie peu au cours du temps : entre 4,7 et 5,3 années parmi la population masculine en général et entre 3,7 et 4,6 années dans la population féminine. Les individus qui étaient salariés ou travailleurs familiaux sans rémunération avant leur départ dans le pays frontalier, et qui sont devenus non salariés à leur retour « définitif », ont travaillé en moyenne 6,5 ans dans ce pays (5,4 ans dans le cas des femmes). Les 12 plus gros investisseurs des années 1995-2000 (entre 15 000 et 106 000 dollars) ont passé en moyenne 9,5 années aux États-Unis. Par contre, ceux qui sont restés salariés à l'issue du cycle migratoire n'y auront travaillé que 4,1 années (3,2 années chez les femmes).

La durée du cycle semble donc un facteur important dans le processus de reconversion du statut d'occupation. Le montant moyen des investissements productifs réalisés en 1995-2000 par les migrants qui passèrent cinq ans ou plus aux États-Unis est d'ailleurs nettement plus élevé (4 337 dollars) que celui des migrants dont la durée de séjour est inférieure à cinq ans (2 228 dollars). Ces investissements sont fortement concentrés dans la branche « commerce », qui regroupe 41,8 % des petits patrons et des travailleurs indépendants installés depuis 1975 et toujours en activité.

Ce sont ensuite les services (16,4 %) et l'agriculture (14,3 %) qui captent près de la moitié du reste des installations de non-salariés. Les taux de disparition de ces microentreprises (rappelons que 9 % de ces reconversions se soldent par un retour au salariat) varient de 6,4 % dans le commerce à 16,5 % dans la construction.

Près d'un quart (24,8 %) de ces microentreprises créées depuis 1975 emploie de la main-d'œuvre salariée. L'effectif moyen de salariés par entreprise est de 2,7. Près d'un cinquième (19,8 %) bénéficie de l'apport de travailleurs familiaux sans rémunération, généralement des conjoints ou des enfants, qui représentent en moyenne 1,6 individu par établissement. Globalement, on peut estimer l'impact de la migration en termes d'emplois rémunérés créés directement par ces microentreprises à 0,2 emploi par ex-migrant. Si on y ajoute la main-d'œuvre familiale non rémunérée, qui participe à l'activité de ces entreprises, le nombre moyen de postes de travail créés s'élève à 0,3 par ex-migrant, ce qui n'est pas négligeable pour les économies locales.

On peut estimer que les migrants qui ont changé de statut à leur retour dans leurs villes d'origine durant la période 1995-2000, en créant des microentreprises ou en devenant travailleurs indépendants, ont utilisé environ 14 % de l'ensemble de leurs transferts monétaires pour réaliser ces investissements. Même si le montant moyen des investissements paraît faible, il semble relativement cohérent avec les autres paramètres du système (durée du cycle migratoire, taux d'épargne, montant des transferts, proportion de ces montants affectée aux investissements ou à l'épargne d'attente). Si l'on considère l'ensemble des migrants réinstallés durant les années 1995-2000, quel que soit leur statut d'occupation au moment de l'enquête, le montant des investissements productifs réalisés par une partie d'entre eux durant ces années représente environ 6 % de l'ensemble des sommes qu'ils ont transférées depuis les États-Unis. Il semblerait donc exister une certaine marge de manœuvre pour que cette fraction puisse s'élever, comme le souhaitent les pouvoirs publics mexicains, qui cherchent à mettre en place des mécanismes pouvant accroître le montant des investissements productifs des migrants internationaux. Cependant, la majeure partie des transferts monétaires est utilisée, comme nous l'avons vu, à subvenir aux nécessités des familles des migrants restées sur les lieux d'origine, et semble peu compressible. Un accroissement des investissements produits par le travail migratoire serait sans doute plus dépendant d'une intensification de la transformation des statuts d'occupation (du salariat vers le non-salariat), qui est déjà relativement élevée.

Il existe également, à côté de ces transferts monétaires familiaux, des investissements sociaux réalisés dans les communautés d'origine (généralement des aires urbaines de petite taille) par les associations (ou clubs) de migrants qui se sont multipliées durant les trente dernières années aux États-Unis. Pour le seul État de Zacatecas, par exemple, on dénombrait, à la fin des années quatre-vingt-dix, 120 associations dont la moitié sont installées dans le Sud californien. Ces associations, grâce aux cotisations et dons de leurs membres, développent dans leurs communautés d'origine des projets de construction d'infrastructures ou d'équipements sociaux (maisons de la culture, asiles de vieillards, centres de santé, équipements d'écoles, réfections de voirie, etc.), qui contribuent à améliorer les conditions de vie locales, en se substituant souvent aux obligations de pouvoirs locaux défaillants

ou aux ressources limitées. Bien que relativement importants pour un certain nombre de communautés marginalisées, les montants ainsi canalisés ne représentent qu'une part infime des *remesas* familiales. Dans l'État de Zacatecas, dont les associations sont pionnières et sans doute les plus actives en ce domaine, le montant de ces investissements collectifs représentait en 1999 environ 1,2 million de dollars, contre 300 à 350 millions de dollars de transferts familiaux. Depuis une dizaine d'années, ces initiatives reçoivent l'appui des gouvernements locaux : programme 2x1 (2 dollars versés par l'État pour 1 dollar apporté par les associations de migrants) créé en 1992 dans le Zacatecas, et transformé en programme 3x1 en 1999 avec la participation de l'État fédéral ; programme « ma communauté » fonctionnant sur le même principe dans l'État de Guanajuato depuis 1996 et le programme 3x1 qui a démarré en 2000 dans le Jalisco. Ces programmes s'amplifient peu à peu et cherchent à promouvoir l'investissement productif des migrants, en particulier en favorisant l'installation de fabriques *maquiladoras* (sous-traitance).

*

Les transferts monétaires réalisés par les migrants durant leur séjour aux États-Unis représentent chaque année une somme considérable, tant au niveau national que pour les régions d'origine des migrants. Il s'agit cependant de ressources atomisées, qui constituent avant tout une source de revenus essentielle pour la reproduction des unités domestiques. Ils permettent néanmoins à une fraction importante des salariés et des travailleurs familiaux sans rémunération de changer de statut d'occupation à l'issue de leur cycle migratoire, en devenant chefs de microentreprise ou travailleurs indépendants. Ces reconversions semblent essentiellement dues à la dégradation continue des salaires réels durant les vingt dernières années et à l'incapacité du secteur moderne de l'économie à absorber les nouveaux contingents de main-d'œuvre issus du régime démographique précédent à forte fécondité. Ces investissements paraissent cependant très concentrés dans la branche « commerce », et les emplois créés, à salaires relativement faibles et le plus souvent sans protection sociale, reproduisent les conditions favorisant l'émigration internationale. D'ailleurs, parmi les ex-migrants, le retour au lieu d'origine ne revêt pas toujours le caractère d'une réinstallation définitive telle que nous l'avions définie pour les besoins de l'étude, car 51,6 % et 35,5 % d'entre eux (parmi les salariés et les travailleurs indépendants masculins respectivement) envisagent une nouvelle migration de travail aux États-Unis, essentiellement (environ 85 % des cas) pour des motifs de niveaux de revenus. Même si le glissement du salariat vers le non-salariat est très important parmi les populations migrantes – ces reconversions constituent à notre avis l'un des moteurs de l'expansion des flux migratoires –, elles ne semblent pas constituer une solution toujours satisfaisante, si l'on considère la proportion non négligeable de travailleurs indépendants ou de chefs de microentreprise qui envisagent de repartir travailler aux États-Unis ou de revenir au salariat. Les capacités théoriques d'investissement des migrants mexicains sur leurs lieux d'origine sont par ailleurs entamées par les créations d'entreprises qu'ils réalisent aux États-Unis. Près de 4 % des membres de la parentèle adulte avec qui les ex-migrants enquêtés vivaient aux États-Unis y possédaient

une microentreprise ou étaient travailleurs indépendants, facteurs susceptibles d'impliquer une installation définitive dans ce pays. Dans les panels organisés avec des ex-migrants, dérivés de l'enquête principale, il était d'ailleurs souvent fait mention du climat de méfiance vis-à-vis du Mexique (instabilité économique, bureaucratie tatillonne, corruption, etc.) dans les milieux de migrants vivant aux États-Unis, contexte peu favorable à leurs investissements sur leurs lieux d'origine. Enfin, il est probable que les investissements que réalisent les migrants à leur retour au Mexique soient également en partie dépendants de compétences acquises durant leur séjour aux États-Unis, qui restent encore actuellement fort peu développées.

BIBLIOGRAPHIE

- ARROYO ALEJANDRE J., BERUMEN SANDOVAL S. [2000], « Efectos subregionales de las remesas de emigrantes mexicanos », *Comercio exterior*, México, 50 (4).
- CANALES CERON A.I. [2001], « Migración, remesas e ingreso », *Ciudades*, RNIU, Puebla, México, 50: 27-32.
- CABRALES BARAJAS L.F. [1997], « El refugio silencioso del ahorro migrante », *Ciudades*, RNIU, Puebla, México, 35: 19-25.
- DELGADO WISE R., RAMÍREZ RODRÍGUEZ H. [1999], *Perspectivas regionales ante las nuevas tendencias de la migración internacional. El caso de Zacatecas*, mimeo, Universidad Autónoma de Zacatecas, Zac.
- DURAND. J., PARRADO E.A., MASSEY D.S. [1996], « Migradollars and Development. A Reconsideration of the Mexican Case », *International Migration Review*, 30 (2).
- DURAND. J., ARIAS P. [1997], « Las remesas ¿continuidad o cambio? », *Ciudades*, RNIU, Puebla, México, 35: 3-11.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, GEOGRAFIA E INFORMATICA (INEGI), *Encuesta nacional sobre los ingresos y gastos de los hogares* (ENIGH), 1996.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA, GEOGRAFIA E INFORMATICA (INEGI), *Encuesta nacional de la dinámica demográfica* (ENADID), 1997.
- GARCIA ZAMORA R. [2000], *Agricultura, migración y desarrollo regional*, Universidad Autónoma de Zacatecas, Zac.
- LOZANO ASCENCIO F. (ed) [1997], « Sonorenses en Arizona », *Editorial Unison*.
- LOZANO ASCENCIO F. [1997], « Remesas ¿fuente inagotable de divisas? », *Ciudades*, RNIU, Puebla, México, 35: 12-18.
- MASSEY D.S., PARRADO E.A. [1997], « Migración y pequeña empresa », *Ciudades*, RNIU, Puebla, México, 35: 34-40.
- OROZCO M. [2000], *Remittances and Markets: New Players and Practices*, working paper, Inter-american Dialogue and the Tomas Rivera Institute.
- PESCADOR OSUNA J.A. [1998], « México-Estados Unidos: el impacto de las remesas », *Nexos*, México.